

Le contre-projet recalé

La direction d'ArcelorMittal Gandrange s'apprête à rejeter le contre-projet proposé par les syndicats et campe sur son scénario initial. La suite sera-t-elle à la hauteur de l'espoir suscité le 4 février dernier par les promesses du président de la République ? Rien n'est moins sûr.

Aujourd'hui plus que jamais les promesses du président Sarkozy résonnent dans nos têtes. » Edouard Martin, délégué CFDT de l'usine ArcelorMittal de Gandrange ne cache pas son amertume de voir le contre-projet des syndicats CFDT et CFE-CGC, pour un maintien de l'activité sur le site, recalé par la direction. La décision sera officialisée le 4 avril prochain lors du comité d'établissement. Mais d'ores et déjà, les syndicats ont entre les mains le document préparatoire de cette réunion où figure la position de la direction. Cette dernière juge les propositions non recevables. Elle conteste les chiffres et la stratégie avancés par le groupe Syndex, auteur du rapport. Le cabinet d'expertise mandaté par le comité d'entreprise considérait que « fermer Gandrange alors que l'on n'a jamais eu autant besoin d'acier et que l'Europe est pour la première fois déficitaire en produits sidérurgiques est incompréhensible ». Sur la base d'un investissement de 45 millions d'euros dans la formation et la remise à niveau de l'aciérie, il préconisait la production d'aciers à haute valeur ajoutée d'une part et d'aciers plus communs d'autre part.

La direction de l'usine s'en tient donc à son scénario initial qui prévoit la fermeture de l'aciérie et la suppression de 595 des 900 emplois que compte, à ce jour, l'usine de Gandrange. Le



La balle est aujourd'hui dans le camp du président de la République, tenu par son engagement fort lors de sa visite sur le site, le 4 février dernier.

sort de 200 à 300 salariés sous-traitants est à ajouter à l'impact social de cette opération.

Repreneur ou pas repreneur ?

Hier en début d'après-midi, les syndicats se sont réunis dans l'urgence pour « décider des actions à mener » dès le début de la semaine. Sans illusions excessives. « Il est clair que la direction de l'usine est aux ordres du groupe », insiste Edouard Martin. « Quel formida-

ble gâchis », soupire Michel Liebgott, député socialiste de la circonscription et président du groupe sidérurgie à l'assemblée nationale. Il y voit la faillite de l'Etat français « incapable de peser », alors que le voisin Allemand « a augmenté de quatre millions de tonnes sa production d'acier et s'apprête à construire une nouvelle aciérie à Duisbourg », Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional avoue sa déception de voir ainsi « des propositions sérieuses ba-

layées d'un revers de main ».

La balle est aujourd'hui dans le camp du président de la République, tenu par son engagement fort lors de sa visite sur le site le 4 février dernier. Soit il parvient à convaincre Lakshmi Mittal de revenir sur sa décision, soit une nouvelle phase débute après le 4 avril avec le déblocage d'un fonds d'industrialisation pour la Lorraine. « Dans cette hypothèse, le conseil régional veut être partenaire de l'Etat pour définir

la stratégie d'un plan industriel, nous voulons être copilote », martèle Jean-Pierre Masseret. A toutes ces incertitudes, s'ajoute celle d'un éventuel repreneur, scénario privilégié par la CGT. Dans un océan de rumeurs, la direction de Mittal jure les grands dieux qu'aucun contact n'a été noué dans ce sens. « Il faut lever les rumeurs et nous dire enfin la vérité », insiste Edouard Martin. La vérité est bien la moindre des choses.

P. R.